

Pour la FGF-FO : Les salaires, c'est maintenant ! C'est urgent !

Le 11 janvier 2013 a été publié, au Journal Officiel, le décret 2011-33 relevant le minimum de traitement dans la Fonction publique, pour le mettre à niveau avec le SMIC qui a été revalorisé de 0,3 % au 1^{er} janvier 2013.

Près d'un million de fonctionnaires sont concernés par cette mesure qui va encore accentuer, de manière mécanique, le tassement de la grille indiciaire.

Qui peut encore oser dire : « NANTIS » les fonctionnaires ?

Triste constat qui rappelle régulièrement qu'un fonctionnaire sur cinq est payé au SMIC auquel s'ajoutent autant de fonctionnaires rémunérés quelques dizaines d'euros à peine au-dessus.

Pour la FGF-FO, il n'est pas question de se satisfaire de ce type de décret qui révèle, un peu plus, la paupérisation de la Fonction publique et de ses agents.

Comme si cela ne suffisait pas, janvier 2013 est aussi le mois où nos salaires seront réduits par la double augmentation de la retenue pour financer nos retraites (réformes Fillon puis Hollande). Ainsi, en ce début d'année 2013, nos traitements vont clairement baisser.

- **Comment peut-on imaginer continuer ainsi ?**
- **Comment imaginer maintenir un gel du point d'indice pour la 3^{ème} année consécutive ?**
- **Comment laisser se développer la précarité des agents publics renforcée par la diminution de moitié des mesures catégorielles ?**

Il est **urgent** que le gouvernement et la ministre de la Fonction publique entendent les revendications de la FGF-FO, **urgent** qu'ils y répondent par une augmentation de la valeur du point d'indice, la suppression du contingentement du dernier échelon de la catégorie C et l'abrogation du jour de carence.

Ensuite, nous pourrons démarrer sereinement des négociations pour une refonte et une revalorisation de la grille indiciaire qui s'impose.

La FGF-FO saura alors être force de propositions.

**Les salaires, c'est maintenant, comme nous le réaffirmerons haut et fort,
aujourd'hui 24 janvier 2013,
lors du meeting FO initié par la confédération
contre les politiques de rigueur et d'austérité !**

PARIS, le 24 janvier 2013